

REÇU LE

PREFECTURE DE L'AIN

- 7 JAN. 1994

REPUBLIQUE FRANCAISE

DIRECTION DES COLLECTIVITES LOCALES
DES OPERATIONS IMMOBILIERES
ET DU CONTENTIEUX DE L'ETAT

D D A S S
Santé Environnement

Bureau des Opérations Immobilières

- A R R E T E -

YC/GB

Le Préfet de l'AIN,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,

OBJET : Commune de CHARNOZ

Autorisation des captages d'eau potable de CHARNOZ et
implantation des périmètres de protection sur le territoire
de la commune de CHARNOZ - Déclaration d'utilité publique.

Vu le code des communes ;

Vu l'article 113 du code rural sur la dérivation des eaux non domaniales ;

Vu les articles L 20 et L 20-1 du code de la santé publique ;

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique ;

Vu la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 modifiée relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 portant sanction des infractions à la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la lutte contre leur pollution ;

Vu le décret n° 89-3 du 3 janvier 1989 relatif aux eaux destinées à la consommation humaine à l'exclusion des eaux minérales naturelles modifié par le décret n° 90-330 du 10 avril 1990 et le décret n° 91-257 du 7 mars 1991 ;

Vu le décret n° 93-742 du 29 mars 1993 pris pour l'application de l'article 10 de la loi n° 92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

Vu les délibérations en date des 26 juillet 1991 et 6 novembre 1992 par lesquelles le Conseil Municipal de CHARNOZ a :

- demandé l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique pour le projet cité en objet ;
- pris l'engagement d'indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux ;

Vu les pièces du dossier établi à l'appui de ces délibérations et comprenant notamment un mémoire explicatif, un rapport du géologue, un état parcellaire et un plan cadastral au 1/2.000ème délimitant les périmètres de protection des captages et le rapport de synthèse ;

.../...

Vu l'arrêté préfectoral en date du 29 juin 1993 ordonnant sur le territoire de la commune de CHARNOZ, pendant une période de 18 jours consécutifs, du 25 août 1993 au 11 septembre 1993 inclus, l'ouverture d'une enquête préalable à la déclaration d'utilité publique ;

Vu les numéros des 13 et 27 août 1993 des journaux "VOIX DE L'AIN" et "LE PROGRES" contenant l'insertion d'un avis d'enquête ;

Vu le certificat établi par M. le maire de CHARNOZ attestant l'affichage d'un avis d'enquête à compter du 10 août 1993 et pendant toute la durée de l'enquête ;

Vu le registre d'enquête contenant une observation du public ;

Vu le procès-verbal des opérations et l'avis favorable du commissaire-enquêteur en date du 15 septembre 1993 ;

Vu l'avis du conseil départemental d'hygiène en date du 3 novembre 1993 ;

Sur la proposition de M. le Secrétaire général de l'AIN ;

- A R R E T E -

Article 1er : Est déclaré d'utilité publique le projet de la commune de CHARNOZ d'autorisation des captages d'eau potable et d'établissement des périmètres de protection de ces ouvrages sur le territoire de la commune de CHARNOZ.

Article 2 : La commune de CHARNOZ est autorisée à dériver une partie des eaux souterraines recueillies par ces puits situés sur sa commune.

Article 3 : Le volume des eaux à prélever par pompages ne pourra excéder 100 m³/h.

Article 4 : Conformément à l'engagement pris par le conseil municipal de CHARNOZ dans ses délibérations des 26 juillet 1991 et 6 novembre 1992, la commune devra indemniser les usiniers, irrigants et autres usagers des eaux de tous les dommages qu'ils pourront prouver leur avoir été causés par la dérivation des eaux.

Article 5 : Il sera établi autour des ouvrages de captages, trois périmètres de protection dont les limites figurent sur le plan cadastral au 1/2.000ème qui restera annexé au présent arrêté.

La réglementation particulière concernant chacun de ces périmètres de protection est définie comme suit :

1) Périmètre de protection immédiate :

Cette zone, strictement interdite au public, sera entourée d'une clôture solide et infranchissable.

Toutes activités seront interdites à l'exception des activités de service.

2) Périmètre de protection rapprochée :

A l'intérieur de ce périmètre seront interdits :

- le fonçage de puits, l'exploitation de carrières, l'ouverture et le remblaiement des excavations à ciel ouvert,
- le rejet dans le sol des huiles et lubrifiants,
- les dépôts d'ordures ménagères, immondiçes, détritiques et, de façon générale, tous dépôts de matières dangereuses susceptibles d'altérer la qualité des eaux.

.../...

- les rejets, déversements et épandages des matières de vidange, des lisiers et d'eaux usées domestiques.
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts (enterrés ou superficiels) d'hydrocarbures liquides ou liquéfiés et gazeux, de produits chimiques,
- la construction de porcheries, étables, bergeries ou de tout autre local habité par des animaux et, de même, les dépôts de fumier, les fosses à purin, les dépôts de matières fermentescibles.
- les terrains de camping et les cimetières,
- les constructions à usage d'habitation,
- les constructions artisanales et industrielles,
- toutes activités susceptibles de porter atteinte à la qualité des eaux souterraines.

La zone de protection rapprochée sera classée en zone ND au POS de la commune de CHARNOZ.

Les pratiques culturales seront réglementées pour limiter la pollution des eaux souterraines (choix des dates d'épandage, doses limitées aux seuls besoins de plantes).

3) Périmètre de protection éloignée :

A l'intérieur de ce périmètre seront interdits :

- les puisards absorbants, les carrières, les huiles et lubrifiants, les détergents, les décharges d'ordures.

Article 6 : Les eaux doivent répondre aux conditions exigées par le code de la santé publique. Elles seront traitées par chloration.

Article 7 : La commune de CHARNOZ est autorisée à acquérir, soit à l'amiable, soit par voie d'expropriation, les terrains nécessaires à la réalisation des travaux tels qu'ils figurent au plan cadastral au 1/2.000ème annexé au présent arrêté.

Article 8 : L'expropriation devra être accomplie dans un délai de cinq ans à compter de la date de publication du présent arrêté.

Article 9 : Quiconque aura contrevenu aux dispositions de l'article 5 du présent arrêté sera passible des peines prévues par le décret n° 67-1094 du 15 décembre 1967 pris pour l'application de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964.

Article 10 : Le présent arrêté sera, par les soins de M. le Maire de CHARNOZ :

- d'une part, notifié à chacun des propriétaires intéressés, notamment par l'établissement des périmètres de protection.
- d'autre part, publié à la conservation des hypothèques de BOURG-en-BRESSE.

Il devra également être annexé au P.O.S. de la commune de CHARNOZ conformément à l'article L 126-1 du code de l'urbanisme.

Article 11 : - M. le Secrétaire général de l'AIN,
- M. le Maire de CHARNOZ,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont un extrait sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'AIN et ampliation adressée à :

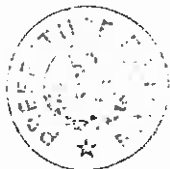
- M. le Commissaire-enquêteur,
- M. le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement,
- M. le Directeur départemental de l'équipement,
- M. le Directeur départemental de l'agriculture et de la forêt,
- M. le Directeur départemental des affaires sanitaires et sociales,
- M. le Directeur des services fiscaux à BOURG-en-BRESSE.

BOURG-en-BRESSE, le - 5 JAN. 1994

Le Préfet,

Pour le Préfet,
Le Secrétaire Général,
Signé Jean-Claude REY

Pour Ampliation
Le Chef de bureau,




Louis VITTI